

res. Il était intéressant de remarquer que le secrétaire à l'Agriculture des États-Unis a applaudi le programme.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Pourquoi pas?

M. Muir (Lisgar): Mon honorable ami demande: «Pourquoi pas?» En réponse à une question que j'ai posée cet après-midi, le ministre de l'Agriculture (M. Olson) a déclaré que les États-Unis eux aussi réduisaient leurs emblavures. Ils l'ont fait au cours des ans à raison d'un faible pourcentage. N'empêche qu'ils cultivent encore 45 millions d'acres de blé. Leur réduction progressive semble avoir plus de sens que ce programme d'urgence qui empêchera le cultivateur de cultiver du blé ou de changer de récolte parce que le ministre a déjà donné à entendre qu'il y a suffisamment d'excédents d'autres céréales.

Le Canada est en mesure de réduire sensiblement ses emblavures de façon unilatérale. Cette initiative entraînera, j'en suis sûr, des pressions sur d'autres gouvernements de la part des cultivateurs et des producteurs d'autres pays pour maintenir la production, sinon pour l'accroître, parce que le Canada a dit au monde qu'il n'allait pas s'inquiéter de fournir du blé sur les marchés d'exportation. Nous n'allons pas cultiver de blé cette année, en conséquence, les autres producteurs ne manqueront pas de remplir ce que nous pouvons appeler un vide.

Le ministre signale maintenant qu'il va discuter de la réduction des emblavures avec d'autres gouvernements. Il a évidemment oublié le vieil adage: fermer le cage quand les oiseaux se sont envolés. Il a donné tous les pouvoirs de négociation en ce qui concerne la réduction des emblavures. Il a laissé à nos concurrents le soin de décider de réduire leurs emblavures. Je pense que s'ils les réduisent, ce dont je doute, ce sera de bien peu.

Si le ministre avait fait cette suggestion l'année dernière, alors que les députés de l'opposition le pressaient de faire des paiements pour une réduction des récoltes, aucune mesure prise à ce moment-là n'aurait été aussi dure que celle-ci. Cela aurait donné aux fermiers plus de temps pour sélectionner leurs récoltes. Cela aurait également profité à ceux qui ont réduit volontairement leurs emblavures de cinq millions d'acres et dont peu seront indemnisés par le programme de cette année.

En fait, la déclaration du ministre montre une attitude défaitiste de la part du gouvernement actuel, qui n'a pas été capable de conserver la part du Canada sur le marché d'exportation. C'est une couverture qui lui permet de dissimuler son incapacité à faire ce qui était nécessaire pour que notre blé reste

[M. Muir (Lisgar).]

concurrentiel sur le marché mondial. C'est un projet grandiose qui ne profitera pas aux fermiers des Prairies à court d'argent comptant. Le ministre sait aussi bien que moi que ce versement de 140 millions dont il se vante n'est qu'une façade, étant donné qu'il est fondé simplement sur le fait que les Prairies ne récolteront pas de blé cette année. Le ministre de l'Agriculture me sourit. Il sait fort bien qu'on cultivera du blé dans les Prairies cette année. Ce programme n'empêchera pas l'ensemencement de milliers et de milliers d'acres de blé. Vers quelles cultures les fermiers se tourneront-ils? Que fera-t-on des cinq millions d'acres d'emblavures de moins l'an dernier et laissés probablement en jachère? Les cultivateurs sèmeront-ils de la graine de colza? Je vais maintenant vous entretenir de la situation relative à la graine de colza. M. A. M. Runciman, président de l'Association canadienne des producteurs de colza, a dit:

... qu'on prévoit que la production mondiale de colza dépasserait de 23 p. 100 celle de 1969. Ce pourcentage s'appuie sur une augmentation minime de la part des fermiers canadiens.

Les négociants, par contre, escomptent que la superficie va doubler, de dire M. Runciman. Les ventes de graines ont augmenté de 30 à 40 p. 100, et une bonne partie de ces graines sont expédiées dans des régions où l'on n'a jamais cultivé de colza, des régions traditionnellement productrices de blé. Les cultivateurs établis utiliseront leurs propres graines, et c'est pourquoi les négociants ont pu prédire un accroissement de 50 p. 100.

Mieux vaut, dit-il, se préparer à transporter la plus grande quantité de produits agricoles jamais transportée, et à relativement peu de frais.

Je cite un extrait du *Manitoba Co-operator* du 26 février, qui publie aussi un article sur le lin. Cet article fait état d'une suggestion de M. W. J. Craddock, professeur adjoint au département d'économie agricole de l'Université du Manitoba et il est rédigé en ces termes:

Bien qu'il soit impossible d'évaluer à l'heure actuelle les surplus qu'il y aura à la fin de la campagne 1970-1971, selon lui, si 3,5 millions d'acres sont ensemencés en lin en 1970, même avec un rendement moyen de 11,5 boisseaux l'acre, la récolte totale sera de 50 millions et demi de boisseaux. A supposer que nous en exportions 25,4 millions, il en resterait 25,1 millions pour la consommation intérieure et en excédent...

... la plus forte consommation annuelle au Canada a été de 8,8 millions de boisseaux en 1956-1957. Depuis quelques années, ce chiffre a varié entre 4 et 6 millions de boisseaux.

Voilà pour le lin. L'agriculteur doit-il plutôt s'adonner à la culture de l'avoine et de l'orge? Je n'ai pas besoin, je pense, de lire aucun commentaire à ce propos, sauf pour prouver ce que j'avance. D'après le rapport supplémentaire de 1968 de la Commission du blé, qui est le plus récent, la production d'avoine